



Séance ordinaire du mardi 25 janvier 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, François RIO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bernard MODOT, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Marie-Delphine PARPILLON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER, Mohed ALTRAD.

Solidarités - Bien Vieillir - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Hérault relative à la réception et aux traitements des appels de la Téléalarme - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Aujourd'hui, 90 % des seniors souhaitent vieillir à leur domicile. Dans le cadre de sa compétence Téléalarme, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de les accompagner dans ce projet de vie au quotidien. Le service de Téléalarme permet de contribuer à lutter contre les risques d'accidents domestiques dont 2/3 concernent les personnes de plus de 75 ans et en premier lieu les chutes à domicile.

Montpellier Méditerranée Métropole avec son service de Téléalarme offre aux personnes âgées ou en perte d'autonomie la possibilité de bénéficier de télétransmetteurs installés à leur domicile et permettant d'alerter les secours en cas de problème. Ce dispositif permet de favoriser le maintien à domicile et sécuriser le quotidien des personnes les plus vulnérables, âgées ou isolées en donnant l'alerte en cas de difficulté majeure en veillant ainsi sur chacun 24h/24 et 7j/7. En cas de problème, et sur simple pression d'un pendentif, les secours sont immédiatement alertés. Tous les ans, ce sont ainsi près de 400 personnes qui voient leur vie sauvée grâce à cet appareil.

Actuellement, plus de 1 000 abonnés résidant sur la Métropole bénéficient de ce dispositif. Depuis la création du service, les appels sont réceptionnés et traités par les agents du SDIS 34. Cependant depuis la départementalisation du SDIS, cette mission de réception et de traitement des appels de téléalarme ne relève pas de ses missions telles que définies par l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et le SDIS 34 n'est pas tenu de l'exercer.

Malgré ce, et par convention en date du 27 octobre 2011 renouvelée en 2021, le SDIS 34 a continué à assurer cette mission pour le compte de l'Agglomération puis de la Métropole. Cette convention étant arrivée à échéance et pour des raisons d'équité territoriale départementale, le SDIS 34 a informé la Métropole qu'il ne souhaitait plus exercer la mission de réception et traitement des appels de la téléalarme. Toutefois, afin de ne pas mettre en difficulté la Métropole et les bénéficiaires de la téléalarme, le SDIS 34 a proposé de poursuivre la mission sur une durée d'un an afin que la Métropole puisse réorganiser la réception et le traitement des appels de téléalarme via un nouveau prestataire.

Il convient donc de délibérer sur une nouvelle convention d'une durée d'un an. La convention précise la répartition des missions des deux parties pour la réception et le traitement des appels de la Téléalarme, fixe les conditions de prise en charge financière par la Métropole et établit les responsabilités de chacune des deux parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SDIS 34 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/02/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 4 février 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220125-176243-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/02/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention SDIS-3M 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.